

AFFICHÉ
26 SEP. 2022
MAIRIE DE CARROS

608
ARRÊTÉ MUNICIPAL METROPOLITAIN
N° 22-ST-168 / 22-CAR-00101



Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour EAU D'AZUR - SERVICE EAU, sur l'ensemble des voies de la commune

LE PRESIDENT DE LA METROPOLE NICE COTE D'AZUR

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARROS

Vu l'article 71 de la Loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain qui confère la Police de la circulation et du stationnement au Président du Conseil de la Métropole sur les routes intercommunales, en dehors des agglomérations ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2213-1 à L2213-5 et les articles L5211-9 et L5217-3 alinéa 2 ;
Vu le Code de la Route, notamment les articles R 110-2 al 2, R411-2, R411-25, R413-1 et R417-9 à R417-13 ;
Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté préfectoral du 1er mars 2012 constatant le transfert des routes classées dans le domaine public routier départemental à la « Métropole Nice Côte d'Azur » ;
Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2014 constatant le transfert des routes classées dans le domaine public routier entre le département des Alpes-Maritimes et la « Métropole Nice Côte d'Azur » ;
Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 relative à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993) ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre le bruit ;
Vu l'arrêté municipal n° 66/21-PM du 26/10/2021 fixant les limites de l'agglomération de la commune de Carros ;
Vu l'arrêté 2022-ADM-53-NCA du 31/03/2022 portant délégation de signature à Mme Myriam TORRE, cheffe du Service Investissement et Patrimoine de la Direction Territoriale Rive Droite du Var. ;
Vu la demande VIAZUR n° 2022011639 ;
Vu l'arrêté portant autorisation de travaux n°22-CAR-00101, délivré à EAU D'AZUR - SERVICE EAU, 594, AVENUE PIERRE ET MARIE CURIE ZI SECTEUR B5 06700 SAINT LAURENT DU VAR - tél : 04 89 98 16 25 astreinte : 09 69 36 05 06, représentée par Mme DELEVAUX Christel - port : 07 52 60 96 81 en date du 12/09/2022, autorisant la réalisation de tous travaux sur le réseau d'eau potable, en et hors agglomération – sur l'ensemble des voies de la commune, à compter du 01/01/2023 à 08 heures 30 et jusqu'au 31/12/2023, à 17 heures ;

Considérant que la réalisation des travaux susvisés nécessite la mise en œuvre de mesures relevant de la police de la circulation du Maire, au titre de la sécurité et de la gestion de la circulation, tous modes confondus ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération susvisée, EAU D'AZUR - SERVICE EAU représentée par Mme DELEVAUX Christel, désigné (ées) ci-après le bénéficiaire, est tenu de respecter les prescriptions relatives à la circulation et au stationnement, boulevard de la Colle Belle, mentionnées dans les articles suivants à compter du 01/01/2023 à 08 heures 30 et jusqu'au 31/12/2023, à 17 heures.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'opération, la capacité et le régime de circulation seront modifiés pour tous les véhicules, les deux roues ainsi que les piétons, dans le tronçon de voie cité à l'article 1 du présent arrêté, de la manière suivante :

- la capacité de circulation sera réduite à 1 voie,

- un dispositif de circulation alternée par feux tricolores complété par un pilotage manuel sous la responsabilité de l'entreprise sera instauré, en permanence, 24 heures sur 24,
 - la circulation sera intégralement rétablie chaque fin de semaine,
- En outre, le bénéficiaire devra faire respecter les prescriptions générales de circulation suivantes :
- Assurer la libre circulation des véhicules de secours et d'incendie,
 - Assurer en permanence un passage sécurisé permettant la circulation et la sécurité des piétons, des personnes à mobilité réduite et de leur véhicule, dont la largeur minimale sera de 1,4 mètre, sur le trottoir et la chaussée.
 - Faire mettre en place et entretenir, par les soins de l'entreprise chargée de l'opération, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante, conforme à la réglementation en vigueur, selon le plan ou le schéma de signalisation, en annexe du présent arrêté.
 - L'entreprise devra respecter les limitations de tonnage en vigueur sur toutes les voies du domaine public métropolitain.
 - La traversée de la chaussée devra être effectuée par demi-chaussée.
 - L'emprise du chantier sera rendue aux usagers chaque fin de semaine du vendredi soir 17 heures jusqu'au lundi matin 08 heures 30 et la veille des jours fériés 17 heures au surlendemain 08 heures 30.
 - L'entreprise se charge de prévenir le ou les responsables des transports en commun, dont la liste est communiquée par la direction, afin de leur indiquer la date réelle des travaux et ce 3 jours avant leur début.
 - La vitesse de tous les véhicules, y compris les deux roues, est limitée à 30 km/h au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté, en application de l'article R413-1 du Code de la Route.
 - Le dépassement de tous les véhicules, y compris les deux roues, est interdit au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'opération, le stationnement de tous les véhicules et des deux roues sera réglementé, dans l'emprise définie à l'article -1 du présent arrêté, de la manière suivante :

Le stationnement sera interdit à tout véhicule, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée de l'opération, de part et d'autre de la chaussée, en permanence, 24 heures sur 24

Tout véhicule en infraction avec les dispositions du présent article sera considéré comme gênant la circulation publique et conduit en fourrière aux frais de son propriétaire en application des articles R417-9 à R417-13 du Code de la Route.

Il appartient au maître d'ouvrage ou à son représentant dûment mandaté et en justifiant, de prendre attache auprès des services de Police Municipale de la commune, dont les coordonnées seront communiquées par la direction de territoire, afin de fixer les modalités de mise en œuvre de la signalisation réglementaire correspondante (délais, fourniture des panneaux, affichage et constat de présence du dispositif).

En outre, le bénéficiaire devra faire respecter les prescriptions générales de stationnement suivantes :

- Assurer le libre accès aux équipements de sécurité et d'incendie (sorties de secours, bouches d'incendie).

ARTICLE 4 : Les activités ou travaux bruyants devront être interrompus à 20 heures au plus tard.

ARTICLE 5 : Un avis d'intervention sera adressé à la Direction Territoriale Rive Droite du Var, ainsi qu'à la commune, une semaine au minimum avant le début des travaux.

Le maître d'ouvrage cité à l'article 1 ci-avant, ou son représentant dûment mandaté et en justifiant, est tenu de détenir le présent arrêté sur site en permanence pendant la durée du chantier.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté entre en vigueur aux dates de publications, pour la section hors agglomération : sur le site métropolitain : www.nicecotedazur.org et, pour les sections en agglomération : conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication du présent arrêté, concernant les prescriptions générales de circulation et dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification, concernant les prescriptions individuelles de circulation.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise pour exécution dans son domaine de compétences à :

- Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Carros,
- Monsieur le Commandant des sapeurs-pompiers de Carros,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de Carros,

- La Directrice Générale des Services,
- Le Directeur des Services Techniques
- La Métropole Nice Côte d'Azur – Service des Transports Urbains, marion.vidal@nicecotedazur.org,
nicolas.britti@nicecotedazur.org, yves.noguera@lignesdazur.fr
- La Métropole Nice Côte d'Azur – Service des Transports Scolaires, prescillia.heidet@nicecotedazur.org,
nathalie.leyret@ville-nice.fr ; alexandre.balerin@nicecotedazur.org
- EAU D'AZUR - SERVICE EAU, christel.delevaux@eaudazur.com

ARTICLE 9 : Le Président de la métropole ou son délégataire, Le Maire ou son délégataire, sont chargés, chacun dans son domaine de compétences respectif, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Carros, le 20 septembre 2022

Le Maire
Conseiller Départemental des Alpes Maritimes
Conseiller Métropolitain Nice Côte-d'Azur

Yannick BERNARD



Fait à NICE

Pour le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur
Et par délégation,
La cheffe du Service Investissement et Patrimoine
de la Direction Territoriale Rive Droite du Var.
Mme Myriam TORRE

**Myriam
TORRE ID**

Signature
numérique de
Myriam TORRE ID
Date : 2022.09.22
16:37:53 +02'00'